informations générales de nos crédits à la consommation

Information générale de l'emprunteur des prêts personnels de la Banque Française Mutualiste pour la BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE DE L'OCÉAN INDIEN

Retrouvez ci-dessous une synthèse générale sur l'ensemble des éléments de notre offre de rachat de crédit

1 L'identité, l'adresse géographique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du prêteur et, le cas échéant, de l'intermédiaire de crédit qui fournit les informations ?

Identité : Banque Française Mutualiste
Forme juridique : société anonyme coopérative de banque au capital de 164.404.363,50 €.
Immatriculation : 326 127 784 RCS Paris | Intermédiaire en assurance (ORIAS n° 08 041 372, ORIAS).
Siège social : 56-60, rue de la Glacière – 75013 Paris.
Points de contact :
- Internet : Contacter la Banque Française Mutualiste
- Adresse électronique : instrumonbfm@bfm.fr
- Téléphone : 09 87 98 09 80 (appel non surtaxé). Horaires : du lundi au vendredi (9 h – 20 h) et le samedi (9 h – 14 h).

Identité : BANQUE FRANÇAISE COMMERCIALE DE L'OCÉAN INDIEN
Forme juridique : société anonyme au capital de 16 666 800 euros.
Immatriculation : 330 176 470 RCS Saint-Denis de La Réunion | intermédiaire en assurances (ORIAS n° 07 030 515, ORIAS.)
Siège social : 58, rue Alexis de Villeneuve – CS 21013 – 97404 Saint-Denis Cedex.
Points de contact :
- Internet : Contacter BFC
- Adresse électronique : accessible via le formulaire de contact sur Contacter BFC ou depuis la messagerie sécurisée de votre Espace Client.
- Téléphone : 02 62 40 99 00 (depuis La Réunion) et 02 69 60 99 00 (depuis Mayotte) - coût d'un appel local depuis un poste fixe, disponible du lundi au vendredi de 7 h 30 à 18 h, le samedi de 8 h à 12 h 15 (heures Réunion).
- Ou le numéro de téléphone de votre agence BFC (liste des agences sur Trouver une agence BFC).

Trouver une agence :
- La liste et les coordonnées de nos agences sont disponibles à tout moment sur notre site internet Trouver une agence BFC

2 Les finalités possibles du crédit

Regroupement de crédits (les fonds sont directement versés aux prêteurs initiaux pour le remboursement des créances réorganisées).

3 La durée possible du contrat de crédit

De 6 mois à 96 mois maximum.

4 Les types de taux débiteurs proposés, et la nature fixe, variable ou révisable des taux, ainsi qu'un bref exposé des caractéristiques de chacun de ces types de taux, y compris leurs implications pour l'emprunteur

Le crédit est proposé :
- à taux débiteur fixe ;
- avec des échéances mensuelles et constantes.

Le taux débiteur sera indiqué dans la Fiche Précontractuelle d'Information Européenne Normalisée (FIPEN) remise avant la conclusion du contrat de crédit.

5 Un exemple représentatif du montant total du crédit, du coût total du crédit pour l'emprunteur, du montant total dû par ce dernier et du taux annuel effectif global

Exemple :
Montant total du crédit : 13 000 €
Durée du crédit : 60 mois
Taux débiteur fixe : 8,19 %
TAEG fixe : 8,50 % (hors assurance DIT facultative et sans frais de dossier)
Mensualité (hors assurance DIT facultative) : 264,78 €
Coût total du crédit : 2 886,800 €
Montant total dû : 15 886,80 €

6 L'indication d'autres coûts éventuels, non compris dans le coût total du crédit pour l'emprunteur, à payer en lien avec le contrat de crédit

L'adhésion à une assurance emprunteur est facultative mais conseillée.

En cas d'adhésion à l'assurance Groupe DIT, cotisation de 8,02 € par mois, à ajouter à l'échéance de crédit. Montant total dû au titre de l'assurance DIT facultative : 481,20 €, soit un TAEA (taux annuel effectif de l'assurance) de 1,40 %, non inclus dans le TAEG du prêt.
Conditions en vigueur (Conditions tarifaires) pour toute souscription au contrat standard. Pour un crédit d'une autre durée et/ou montant, renseignez-vous auprès d'un conseiller en agence BFC.

7 Les différentes modalités de remboursement possibles, y compris le nombre, la périodicité et le montant des versements réguliers

Les échéances sont mensuelles et constantes, déterminées lors de l'octroi du crédit en fonction du montant emprunté et de la durée de remboursement choisie.
Le nombre initial d'échéances correspond à la durée du crédit.
Le montant de chaque mensualité comprend la somme nécessaire à l'amortissement du capital ainsi que les intérêts calculés sur le capital restant dû et, le cas échéant, la cotisation d'assurance-groupe DIT si l'emprunteur choisit d'y adhérer.
La première échéance correspond aux intérêts calculés entre la mise à disposition des fonds et le 28 du mois suivant (période de pré-amortissement, d'une durée d'au moins 5 jours et au maximum de 35 jours), majorés, le cas échéant, de l'assurance. Le remboursement du capital démarre ensuite selon l'échéancier du crédit.

8 Une description des conditions directement liées à un remboursement anticipé

L'emprunteur peut rembourser totalement ou partiellement ce crédit à tout moment, sans aucune indemnité.
A) Remboursements anticipés partiels
La somme remboursée est imputée en totalité sur le capital restant dû.
Le remboursement partiel se traduit soit par une réduction du montant des mensualités restantes dues, soit par une réduction de la durée restant à courir. Dans le premier cas, l'échéance finale du crédit reste inchangée, le montant des mensualités étant réduit proportionnellement au montant du remboursement effectué. Dans le second cas, le montant des mensualités reste inchangé, le remboursement partiel ayant pour effet de réduire la durée du crédit : le montant de la dernière mensualité peut être inférieur aux précédentes mensualités pour être ajusté au capital restant dû. L'emprunteur doit préciser ce choix dans sa demande. A défaut, c'est la durée du crédit qui sera réduite.
L'assiette des cotisations d'assurance DIT (si elle a été souscrite) est réduite dans la même proportion qu'est réduit le capital restant dû.
B) Remboursement anticipé total
Il peut intervenir à tout moment ; un complément d'échéance intérêts et assurance DIT (si elle a été souscrite) sera dû pour la période comprise entre la date de la dernière échéance payée et la date du remboursement.
En cas de remboursement anticipé du crédit par l'emprunteur, au cours de la période de différé total, l'emprunteur devra rembourser le capital emprunté majoré des intérêts dus et non payés à la date du remboursement.

9 Une description des conditions dans lesquelles s'exerce le droit de rétractation

L'emprunteur dispose d'un délai de 14 jours calendaires à compter de l'acceptation de l'offre de crédit pour se rétracter sans frais ni justification.
L'emprunteur peut exercer ce droit en formulant sa demande par écrit à la Banque Française Mutualiste (ou à son agence BFC) par tout moyen et notamment à l'aide du bordereau de rétractation joint à l'offre du contrat de crédit.

10 L'indication des services accessoires imposés à l'emprunteur pour l'obtention du crédit ou qui doivent être souscrits par lui pour obtenir ce crédit aux conditions particulières prévues par les clauses et conditions commerciales ; le cas échéant, la précision que ces services accessoires peuvent être souscrits auprès d'un fournisseur autre que le prêteur

L'obtention du crédit n'est pas subordonnée à la souscription d'un service accessoire (assurance ou garantie exigée).
L'adhésion à une assurance est facultative mais conseillée. Celle-ci peut être souscrite auprès du prêteur ou de toute autre entreprise d'assurance, au choix de l'emprunteur.

11 Avertissement général concernant les éventuelles conséquences d'un non-respect des obligations liées au contrat de crédit

Les retards et défauts de paiement dans le remboursement du crédit peuvent avoir pour l'emprunteur les conséquences suivantes :
- Il aura à payer des frais pour retard de paiement dans les conditions décrites dans son contrat de crédit ;
- En cas d'incident de paiement caractérisé, il risquerait d'être inscrit au Fichier des Incidents de Remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) tenu par la Banque de France et accessible à l'ensemble des établissements de crédit ;
- La déchéance du terme pourrait être prononcée avec obligation de rembourser l'intégralité des sommes restant dues au titre du crédit ;
- Il s'exposerait au recouvrement des sommes dues au titre du crédit par voie contentieuse.